



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

ARCHIVES DU CABINET JACQUES DELORS, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

(22 mai 1981 - 22 mars 1983)

Répertoire numérique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Nationalisations.....	6
Démocratisation du secteur public.....	11
Réassurance française.....	11
Activité et contrôle des établissements de crédit.....	11
Politique des prix.....	12

Référence

B-0068660/1 – B-0068705/1, B-0076124/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Archives du cabinet Jacques Delors

Dates extrêmes

1980-1983

Noms des principaux producteurs

Cabinet Jacques Delors

Importance matérielle

46 boîtes soit 5,60 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement.

Historique du producteur

Chargé, en tant que ministre de l'économie et des finances puis ministre de l'économie, des finances et du budget, d'appliquer les propositions de François Mitterrand, candidat élu à la Présidence de la République, Jacques Delors prépare la nationalisation de la quasi-totalité des établissements privés de crédit (loi du 11 février 1982, qui crée le Haut conseil du secteur public) et définit les modalités d'indemnisation des anciens actionnaires des sociétés nationalisées.

La mise en place de la décentralisation se traduit par la création et l'installation des chambres régionales des comptes. Les difficultés financières qui surviennent l'amènent à instaurer un encadrement rigoureux de l'économie : renforcements progressifs du contrôle des changes (mai 1981, avril 1982 et 1983), blocage total des prix et des salaires (août-novembre 1982), emprunt obligatoire de 1983 (qui a été précédé, en octobre 1982, d'un emprunt

international de 4 milliards de francs). Parallèlement, deux dévaluations du franc ont dû être opérées (mars 1982 et 1983). Le dispositif s'assouplit à partir du second semestre 1983.

Jacques Delors poursuit parallèlement une politique de modernisation des structures économiques, qui touche particulièrement le crédit et les marchés financiers. Les caisses d'épargne sont réformées par la loi du 7 janvier 1983. Un an plus tard, le ministre peut publier la loi bancaire (24 janvier 1984) et institue la commission bancaire. Entre-temps, des décrets pris en avril-mai 1983 ont posé le principe de la dématérialisation des valeurs mobilières et introduit de nouveaux produits financiers (certificats d'investissement, titres participatifs, CODEVI, livret d'épargne populaire).

Le mouvement n'épargne pas la dette publique : aux pluriséculaires rentes d'État commencent à se substituer les obligations assimilables du Trésor (OAT). Cependant, en janvier 1983, un second marché est créé à la Bourse de Paris.

Le traitement des difficultés financières des entreprises victimes de la crise économique est amélioré avec le remplacement du CIASI par le CIRI (comité interministériel de restructuration industrielle, arrêté du 6 juillet 1982), la création en région des comités régionaux de restructuration industrielle (CORRI) et en département la relance des comités départementaux des financements industriels (CODEFI).

C'est d'autre part à l'instigation de Jacques Delors que le conseil national de la comptabilité publie le nouveau plan comptable (décret du 29 novembre 1983).

Il lui revient enfin d'avoir signé l'arrêté du 20 décembre 1983 portant déclaration d'utilité publique pour la réalisation sur le site de Bercy-la-Rapée du nouveau ministère des finances.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Présentation du contenu

Ces archives concernent essentiellement la préparation, l'application et les conséquences de la loi de nationalisation du 11 février 1982. Le Parlement avait adopté une première loi le 18 décembre 1981. Le texte visait à nationaliser cinq grands groupes industriels français (CGE, Saint Gobain, Pechiney Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc et Thomson-Brandt), trente-neuf banques réalisant leurs opérations de dépôt et de crédit à vue ou à court terme et ayant leur direction générale sur le territoire français, et deux compagnies financières (Paribas et Suez). Saisi par l'opposition, qui souhaite une indemnisation plus forte des entreprises qui seront nationalisées, le Conseil constitutionnel rejette certains articles du texte, qui concernaient les mécanismes d'évaluation de la valeur des entreprises à nationaliser afin de les indemniser, arguant l'inviolabilité du droit de propriété. Le texte est alors retiré avant qu'une nouvelle version ne soit adoptée et promulguée le 11 février 1982.

On y trouve également des dossiers relatifs aux travaux préparatoires de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public, qui réforme les conseils d'administration et élargit les droits des salariés, de la loi bancaire du 24 janvier 1984, relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, qui met fin à la spécialisation des banques et réorganise la tutelle et le contrôle de la profession bancaire, et d'une mission sur les caractéristiques économiques de l'activité de réassurance et ses effets sur le commerce extérieur et la balance des paiements. Enfin, sont présents des documents concernant la politique des prix.

Indexation

Nationalisations

Etablissement de crédit

Entreprise

B-0068660/1 - B-0068699/1

Nationalisations.

1980-1983

B-0068660/1

Négociations avec les grands groupes industriels avant la loi de nationalisation. - Sidérurgie, prise de contrôle par l'État (95%) des sociétés USINOR et SACILOR selon le processus de nationalisation décidé en novembre 1981 (loi de finances rectificative du 18/11/1981) ; Société MATRA, prise de contrôle par l'État (51%) selon le processus de nationalisation décidé (protocole d'accord du 12/10/1981, 1981-1982) ; Société des avions Marcel Dassault - Breguet Aviation, prise de contrôle par l'État (51%) avant la nationalisation (protocole d'accord du 8/10/1981, 1981-1982).

1981-1982

B-0068660/2

Commission des opérations de bourse, problèmes posés aux sociétés cotées nationalisables, incidences sur le marché financier de la loi de nationalisation.

1981-1982

B-0068661/1 - B-0068683/1

Préparation de la loi de nationalisation n° 82-155 du 11 février 1982.

B-0068661/1 - B-0068663/1

Travaux préparatoires.

1981-1982

B-0068661/1

Avril – novembre 1981

B-0068662/1

Décembre 1981 - 19 janvier 1982

B-0068663/1

21 janvier - 13 février 1982

B-0068663/2 - B-0068665/1

Comités interministériels : réunions.

1981-1982

B-0068663/2

Juillet - 7 septembre 1981

B-0068664/1

8 septembre - 21 décembre 1981

B-0068665/1

5 janvier - 26 janvier 1982.

B-0068666/1

Comptes rendus des réunions interministérielles au secrétariat général du gouvernement (octobre 1981- janvier 1983).

1981-1983

B-0068666/2

Comité juridique, consultation : comptes rendus sur les problèmes juridiques pouvant résulter de la loi de nationalisation.

1981

B-0068666/3

Saisine du Conseil Constitutionnel par l'opposition : décisions.

1981-1982

B-0068667/1

Participations étrangères dans le capital des banques nationalisables.

1981-1982

B-0068668/1

Préparation et publication, réactions de l'étranger, de l'opposition et des syndicats.

1981-1982

B-0068668/2

Indemnisation des actionnaires : réflexions sur les modalités envisagées pour les actionnaires des entreprises qui seront nationalisées.

1981-1982

B-0068669/1

Situation des banques avant la nationalisation : études bancaires.

1980-1982

B-0068670/1 – B-0068671/1

Rapports annuels 1982 des banques nationalisées (exercices 1980-1981).

1981-1982

B-0068670/1

Association française des banques (exercice 1981) ; Banque de Bretagne (1981) ; Banque Chaix (1981) ; Banque corporative du bâtiment et des travaux publics "B.T.S." (1981) ; Banque de la Hénin (1981) ; Banque Hervet (1981) ; Banque Indosuez (1981) ; Banque industrielle et mobilière privée "BIMP" (1981) ; Banque Laydernier (1981) ; Banque nationale de Paris "BNP" (1981) ; Banque Odier - Bungener - Courvoisier "OBC" (1981) ; Banque de Paris et des Pays-Bas "PARIBAS" (1981) ; Banque parisienne de crédit "BPC" (1981) ; Banque régionale de l'Ain (1981) ; Banque régionale de l'Ouest "BRO" (1981) ; Banque Scalbert Dupont (1981) ; Banque Tarneaud (1981) ; Banque Vernes et commerciale de Paris "VCP" (1981) ; Banque Worms (1981) ; Commission de contrôle des banques "CCB" (1981) ; Compagnie financière de Suez (1980 et 1981) ; Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas (1981).

1981-1982

B-0068671/1

Crédit chimique (exercice 1981) ; Crédit commercial de France "CCF" (1981) ; Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine "CIAL" (1980 et 1981) ; Crédit industriel et commercial "CIC" (1980 et 1981) ; Crédit industriel de l'Ouest "CIO" (1981) ; Crédit industriel de Normandie "CIN" (1981) ; Crédit lyonnais (1981) ; Crédit du Nord (1981) ; L'Européenne de banque (1981) ; Monod française de banque (1981) ; Société bordelaise de crédit industriel et commercial (1981) ; Société centrale de banque (1981) ; Société générale (1981) ; Société générale alsacienne de banque (1981) ; Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel "SL" (1981) ; Société marseillaise de crédit (1981) ; Société nancéenne de crédit industriel et Varin - Bernier "SNVB" (1981) ; Société parisienne de banque (1981) ; Société séquanaise de banque (1981) ; Sofinco La Hénin (1981) ; Union de banques à Paris "UBP" (1981) ; Union de banques pour l'équipement "UBE" (1981).

1980-1982

B-0068672/1

Examen du projet de loi de nationalisation par la commission spéciale du Sénat : travaux préparatoires (octobre 1981-février 1982).

1981-1982

B-0068673/1 - B-0068674/1

Examen du projet de loi de nationalisation par la commission spéciale de l'Assemblée nationale : travaux préparatoires.

1981-1982

B-0068673/1

Septembre 1981 - octobre 1981

B-0068674/1

Octobre 1981 - février 1982

B-0068675/1 - B-0068676/1

Notes pour le ministre émanant de la direction du Trésor, relatives à la préparation de la loi de nationalisation des banques et des groupes industriels.

1981-1982

B-0068675/1

23 juin - 29 octobre 1981

B-0068676/1

2 novembre 1981 - 11 février 1982

1981-1982

B-0068677/1 – B-0068678/2

Conséquences de la mise en œuvre de la loi sur les nationalisations sur la situation des banques.

1982-1984

B-0068677/2

Mise sous séquestre d'actions détenues par la Compagnie Saint-Gobain en Belgique : note (1982). Actions des banques, Banque nationale de Paris (BNP) : note, correspondance (1982) ; recours de banques françaises et étrangères : note (1982).

1982

B-0068677/1, B-0068678/1 – B-0068678/2

Notes pour le ministre émanant de la direction du Trésor.

1982-1984

B-0068677/1

12 février 1982 - 15 octobre 1982

B-0068678/1

18 octobre 1982 - 11 juillet 1984

B-0068678/2

Notes relatives à des contentieux avec d'anciens actionnaires de MATRA, du Crédit du Nord et de la Banque industrielle et mobilière privée (BIMP).

1982

B-0068678/1 – B-0068680/1

Discours de Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, au cours de conférences de presse, de débats animés, de débats à l'Assemblée nationale, de réunion, d'interview, de journée d'étude.

1981-1983

B-0068679/1

Juillet 1981 - mai 1982

B-0068680/1

Juin 1982-février 1983

B-0068681/1 - B-0068682/1

Revue de presse des différents quotidiens parisiens sur la loi de nationalisation.

1981-1982

B-0068683/1

Revue de presse des différents quotidiens de Province ; copies de la presse internationale sur la loi de nationalisation.

1981-1982

B-0068684/1 – B-0068699/1

Promulgation et mise en application de la loi n° 82-155 du 11 février 1982 sur les nationalisations.

1981-1983

B-0068684/1

Mesures consécutives à la loi.

1982-1983

B-0068685/1

Problèmes généraux des banques nationalisées : correspondance, notes.

1981-1983

B-0068686/1

Situation du secteur bancaire nationalisé (1982-1983) : correspondance, notes.

1982-1983

B-0068686/2

Mise en application de la loi sur les nationalisations, affaires particulières. - Roger Steiblen : correspondance, notes manuscrites, notes, CV (1981-1982). Bouygues-Groupe Drouot : note, ordonnance de référé en séance publique du tribunal de Paris (1982). Banque Pasche SA : correspondance (1981). Radar-Révillon-Mutuelles Unies : notes, notes manuscrites (1981). Cogéfimo-La Hénin : note (1981).

1981-1982

B-0068686/3

Contentieux international. - Généralités : notes, compte rendu de réunion, article de presse (1981-1983) ; Belgique : notes, télégramme, rapport (1982) ; Espagne : télégramme (1982) ; Suisse : correspondance, article de presse, comptes rendus de réunions, rapport (1981-1982) ; États-Unis : notes (1982) ; République fédérale d'Allemagne : correspondance, note (1982). Contentieux français : note (1982). Contentieux avec des banques non cotées : correspondance, tableaux des affaires en cours (1982).

1981-1983

B-0068687/1

Conséquences des nationalisations : indemnisations des actionnaires (1981-1983), pelurier de courrier départ de M. Peugeot, conseiller technique du ministre, sur les nationalisations (1981-1983), pelurier de courrier arrivée en provenance du Premier ministre (1982- janvier 1983). Contrôle d'État, du Parlement des entreprises publiques : « suivre et apprécier la gestion tant pour le secteur industriel que pour le secteur bancaire » (avril-juillet 1982).

1981-1983

B-0068688/1

Participation des compagnies financières et des banques nationalisées au programme d'investissement des entreprises nationales (1982). Echange des titres, campagne d'information aux actionnaires (1982), coupures de presse (mars 1982- avril 1983).

1982-1983

B-0068689/1 - B-0068693/1

Nominations des présidents et des membres des conseils d'administration des banques et compagnies financières nationalisées (application des art. 22 et 35 de la loi n° 82-155 du 11 février 1982, des décrets n° 82-321 du 6 avril et n° 82-647 du 27 juillet 1982).

1982

B-0068689/1

Propositions des représentants de l'État, curriculum vitae.

	1982
B-0068690/1	
Propositions des représentants de l'État, curriculum vitae.	
	1982
B-0068691/1	
Propositions des organisations syndicales, curriculum vitae.	
	1982
B-0068692/1	
Nominations, décrets, curriculum vitae.	
	1982
B-0068693/1	
Nominations, décrets, curriculum vitae.	
	1982-1983
B-0068694/1	
Mise en place des administrateurs généraux auprès des banques : rapport de mission de chaque administrateur, appréciation sur les forces et faiblesses de chaque établissement, ainsi que les réflexions et suggestions sur l'évolution, l'aptitude à répondre aux objectifs assignés par le gouvernement aux banques nationalisées, analyses du rapport de l'administrateur de chaque banque et synthèse des rapports. Banque nationalisée, Banque de Bretagne ; Crédit industriel et commercial (CIC) ; Banque Scalbert - Dupont ; Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel ; Banque Worms ; Crédit industriel de Normandie (CIN) ; Société générale alsacienne de banque "SOGENAL" ; Société centrale de banque ; Société bordelaise de CIC ; L'Européenne de banque (ex : Rothschild) ; Crédit industriel de l'Ouest (CIO) ; Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL) ; Société séquanaise de banque ; Crédit lyonnais ; Société nancéenne de crédit industriel et Varin - Bernier (SNVB) ; Société générale, Banque nationale de Paris (BNP) ; Crédit du Nord ; Société marseillaise de crédit (SMC) ; Banque Hervet ; Banque Laydernier : dossiers individuels : (février-octobre 1982).	
	1982-1983
B-0068694/2	
Mise en place des commissaires du gouvernement après leur nomination auprès des banques : rapport de mission de chaque commissaire, appréciation sur les forces et faiblesses de chaque établissement, ainsi que les perspectives d'évolution dans le secteur bancaire, analyses du rapport du commissaire de chaque banque et synthèse des rapports. Banques nationalisées, Banque parisienne de crédit au commerce et à l'industrie ; Banque de l'Union européenne ; Crédit chimique, Banque industrielle et mobilière privée "BIMP" ; Banque corporative du bâtiment et des travaux publics ; Sofinco La Héini ; Banque de la Hénin ; Banque Vernes ; Banque Chaix ; Union régionale de l'Ain "BRA" ; Banque Odier - Bungener et Courvoisier "OBC" ; Banque régionale de l'Ouest ; Monod française de banque : dossiers individuels de chaque banque nationalisée (avril-octobre 1982).	
	1982
B-0068695/1 – B-0068699/1	
Banques nationalisées : dossiers individuels de chaque banque contenant des informations sur leur activité et leur situation, notes, correspondance.	
	1982-1983
B-0068695/1	
Caisse des dépôts et consignations ; Compagnie financière de gestion ; Compagnie financière de Paribas ; Crédit agricole ; Crédit chimique ; Crédit	

foncier ; Crédit industriel et commercial (CIC) ; Crédit industriel de l'Ouest (CIO) ; Crédit lyonnais ; Crédit du Nord ; Banque internationale de l'Afrique occidentale (BIAO) ; Cogefino / Banque La Hénin.

1982-1983

B-0068695/2

Banque de l'Union européenne (BUE) ; CGIB.

1982

B-0068696/1

Caisse d'aide sociale de l'éducation nationale, Banque populaire (CASDEN-BP) ; (BFCE) ; Banque industrielle et mobilière privée (BIMP) ; Association française des banques (AFB) ; Banque industrielle et commerciale du Marais (BICM) ; Banque nationale de Paris "B.N.P." ; Compagnie financière de Suez ; Banque de Bretagne; Banque centrale des coopératives et des mutuelles (BCCM) ; Banque Chaix ; Banque corporative du bâtiment et des travaux publics (BTP) ; Banque régionale de l'Ain.

1982-1983

B-0068697/1

Banque parisienne de crédit (BPC) ; Banque de Paris et des Pays-Bas ; Banque populaire; Banque privée de gestion financière (BPGF) ; Banque bordelaise de C.I.C. ; Banque régionale de l'Ouest (BRO) ; Crédit commercial de France (CCF) ; Crédit industriel de Normandie ; Européenne de banque ; Banque Hervet ; Banque Laydernier ; Monod française de banque ; Banque Odier - Bungener - Courvoisier (OBC) ; Banque Pasche.

1982-1983

B-0068698/1

Banque Rothschild ; Banque Scalbert Dupont ; Société centrale de banque ; Société générale ; Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel (SL) ; Société marseillaise de crédit (SMC) ; Société nancéenne de crédit industriel et Varin - Bernier (SNVB) ; Société sequanaise de banque ; Sofinco La Hénin ; Sogenal ; Banque Tarneaud.

1982-1983

B-0068699/1

Union de banque à Paris ; Vernes et commerciale de Paris ; Worms ; (BHE) ; Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL) ; Worms - Vernes - Banque parisienne de crédit (BPC).

1982-1983

B-0068700/1

Démocratisation du secteur public. - Loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 : travaux préparatoires.

1982-1983

B-0068701/1

Réassurance française, mission confiée à M. Patrick Peugeot, directeur général de la Caisse centrale de réassurance, sur les caractéristiques économiques de l'activité de réassurance et ses effets sur le commerce extérieur et la balance des paiements : travaux préparatoires.

1982-1984

B-0068702/1 - B-0068705/1

Activité et contrôle des établissements de crédit. - Loi bancaire n° 84-46 du 24 janvier 1984 : travaux préparatoires.

1981-1984

B-0068702/1

1981-1982

B-0068703/1

1982-1983

B-0068704/1

1983

B-0068705/1

1983-1984

B-0076124/1

Politique des prix : notes, correspondance.

1981-1982

Dossiers de Jean-Patrice de la Laurencie, conseiller technique, versés le 18 janvier 1991 sous la référence PH 130/91-0013 puis recotés en PH 370/98.